

Analyse de la crise malienne

Bamako, le 05 avril 2012

I L'héritage de mars 1991, et l'instauration de la démocratie, et du multipartisme au Mali.

L'héritage de mars 1991, appartient au seul peuple malien. Il est son patrimoine propre, l'expression de ses luttes pour la démocratie, pour l'Indépendance, pour la souveraineté du peuple, de ses déceptions, et de ses échecs. Chaque malien dans ses actes, ses pensées, ses sentiments, et même dans ses oppositions, a apporté quelque chose à sa dynamique. Il (l'héritage démocratique) appartient donc à tous, et nul n'a le droit de le confisquer, de le ramener à lui tout seul ou de le rejeter dans l'oubliette...

Certes comme tout bouleversement historique, l'avènement de la démocratie au Mali en 1991, a eu ses précurseurs, ses agitateurs, et son avant garde, mais cela n'exclut en aucune manière la paternité du seul acteur véritable; le peuple malien. Mars 1991, ne peut être revendiqué par qui que ce soit contre qui que ce soit. Il explique le présent, et doit le réconcilier avec le passé, car un peuple n'est grand qu'en assumant sa responsabilité quelle que soit l'opinion : bonne ou mauvaise qu'on puisse en avoir. L'histoire de l'avènement de mars 1991, est un enseignement. Elle nous montre le destin du peuple malien dans sa volonté d'émancipation vers le progrès, sa lutte courageuse, ses succès, ses échecs, et les contradictions de toutes natures politiques, sociales ainsi que les limites imposées par la réalité. L'instauration de la démocratie au Mali en 1991 doit nous inciter à méditer, à tirer des leçons autant que cela sera possible pour avancer plus forts et plus loin.

II Le coup d'Etat permanent d'ATT contre le peuple malien

Suite à la longue lutte que le peuple malien a menée contre la dictature depuis 1968, le peuple s'est imposé en mettant à 23 ans de crimes de sang et du crime économique du General Moussa Traore. Le coup d'Etat du lieutenant colonel Amadou Toumani Toure(ATT) le soir du 25 mars 1991 était une réaction de l'aile réactionnaire et opportuniste de l'armée pour couper l'herbe sous le pied de l'élan populaire et patriotique, et qui a amorcé la logique du coup d'Etat permanent contre le peuple malien et ses représentants authentiques. Résultat, ATT est devenu le faux héros de mars 1991. Il a été alors idéalisé, et les médias répercutent cela jusqu'aux burlesques.

En effet, ATT, même s'il a rendu le pouvoir (couteau sous la gorge) aux civils suite aux élections générales de 1992, il était clair et net pour tout observateur averti que cela n'était qu'un tour de passe-passe politico militaire non seulement; et d'abord à court terme installer au pouvoir la plus rapace classe politique enfin de créer une nouvelle élite compradore, mais aussi, ouvrir la voie au retour d'ATT au pouvoir pour amorcer la restauration. Ainsi me semble-t-il le Mali vit depuis lors au rythme du coup d'Etat permanent orchestré savamment par cette élite politico militaire.

De 1992 à 2002, l'élite militaro politique corrompues se sont accaparés de tous les biens de l'Etat: comptes bancaires, villas, vergers, voitures de luxe, châteaux: le luxe absolu en somme tout en mettant les droits sociaux et culturels de notre peuple dans le caniveau.

L'élite compradore qui a pillé le pays dix ans durant (1992 2002) pour mieux couvrir ses sales besognes; qui était mieux indiqué qu'ATT lui même l'homme du système. C'est ainsi que tout a été fait pour qu'ATT revienne au pouvoir en 2002.

III La restauration

Elu frauduleusement, le candidat indépendant ATT n'avait que deux grands objectifs:

- 1- la réhabilitation des anciens dignitaires de la dictature**
- 2- renforcer son coup d'Etat permanent contre le peuple malien.**

Il commence alors de diriger le pays par la plaisanterie, la moquerie pour brouiller les pistes. Il met à genou l'économie du pays, et entame la mise à sac de ce qui reste de l'arsenal vieillissant de l'armée malienne qui croupisse lourdement sous les programmes d'ajustement structurel, et l'avis des experts militaires français et américains. Avec sa potion magique du consensus, l'assemblée nationale dominée par ceux qui ont pillé le pays est devenue une chambre d'enregistrement ni plus, ni moins. ATT, lui-même se plaisait dans cette caricature de farce démocratique qu'il qualifie de modèle et d'exemple. Dix ans durant, ce monsieur pour satisfaire ses propres desseins sombres avec la rapace politico-intellectuelle a concentré tous les pouvoirs entre ses seules mains et a confisqué la démocratie muselant toute voix de contestation minime soit elle.

IV La réforme constitutionnelle de ATT en 2012

S'il y a quelqu'un qui a fait un coup d'Etat contre le Mali, c'est bien ATT lui-même. En effet, après ses injonctions, ses tentatives désespérées pour obtenir un troisième mandat, ATT le génie obscur n'avait pas dit son dernier mot. Il trouve je ne sais où avec ses acolytes la formule magique: l'harmonisation des mandats, car il était clair et net que sa réforme constitutionnelle engageait le Mali direct dans la quatrième république, et de facto une transition qui ne dit pas son nom. Ainsi ATT aurait bénéficié de deux ans de bonus présidentiel, car on aurait prolongé le mandat de l'assemblée nationale, et du Président de la république jusqu'en 2014 enfin de les harmoniser avec le mandat des élus municipaux (notons que les élections municipales se tiennent deux ans après celles des présidentielles et législatives selon la loi électorale au Mali).

En effet, le peuple malien resté jusqu'ici spectateur impuissant devant le rouleau compresseur de l'attcratie, et les trahisons multiples de certains leaders des grandes formations politiques qui n'ont jamais consulté leur base, ne pouvait avaler une telle potion magique pour davantage l'halluciner. C'est pour toutes ces raisons que les organisations démocratiques de tous les bords se sont réunies au sein du Collectif Touche pas à ma Constitution pour leur barrer la route.

V La rébellion touaregs ou la boîte de pandore

Jusqu'ici tout était réussi pour ATT, mais cette réforme constitutionnelle ne pouvait en aucune façon passer. Incompris, et bloqué par le peuple malien dans son entreprise obscure de tripoter la constitution, que reste-il pour lui si ce n'est d'ouvrir la boîte de pandore; la rébellion touaregs; la plus grande plaie de notre pays.

Quand la crise libyenne a commencé en février 2012, c'est ATT lui-même qui a encouragé explicitement les jeunes touaregs à rejoindre les milices de Kadhafi avec lequel il avait fait du Mali un protectorat libyen. Egalement, il y a de fortes chances qu'ATT avait des accointances avec AQMI (Al Qaida au Maghreb Islamique), car le leader actuel du groupe terroriste d'Ansar Dine qui s'est emparé de Kidal, et de Tombouctou Iyad Ag Aly n'était autre que le consul du Mali en Arabie Saoudite nommé par ATT lui-même. Nous savons qu'Iyad Ag Aly a

été expulsé d'Arabie Saoudite pour trafic de drogue, et de connexion avec les islamistes, et nous savons également qu'un avion bourré de cocaïne a atterri en plein désert du Mali sans que cela ne suscite aucune réaction d'ATT, ce qui a rendu en colère toutes les forces démocratiques du Mali. Mieux, nous savons également de source sûre qu'ATT a promu le pilote de cet avion commandant au sein des forces armées maliennes en guise de récompense et de service rendu. Ainsi, me semble-t-il, ATT encourageait la contre bande, et le trafic de drogue dans le nord du Mali.

Après la chute de Kadhafi, des centaines de jeunes touaregs rentrèrent au Mali avec armes et bagages. ATT les accueille en grande pompe, leur donne de l'argent sans pour autant les désarmer. Son objectif était de créer un petit chaos au nord du Mali croyant le cadrer et le contenir enfin d'empêcher la tenue des élections. Mais l'effet contraire s'est produit, car le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) plus politique et plus structuré que toutes les rebellions précédentes a vite pris le pas, et une dimension de taille. Enfin de montrer l'image d'un vrai Général (ATT se targuait d'être un fin connaisseur de guerre, il n'arrêtait point de donner des leçons tout le temps en disant aux maliens qu'il a fait la guerre et qu'il sait de quoi elle s'agit en tant que Général et ancien émissaire des Nations Unies pour la paix en Centrafrique), ce monsieur envoya au front du Nord des jeunes recrues de l'armée malienne sans formation digne de ce nom, non aguerris au combat et aux conditions dures du désert du Sahara, et inexpérimentés. C'est ainsi et d'une manière explicite et en connaissance de cause que le Général ATT envoya à la boucherie. Les jeunes soldats tombés entre les mains des rebelles touaregs et les terroristes, ils ont été ligotés, égorgés et éventrés en guise de représailles.

Les images des soldats humiliés nous viennent du front par le biais des réseaux sociaux et les téléphonies mobiles. ATT cherche à étouffer l'affaire en racontant des âneries à la télévision nationale du Mali. Il va jusqu'à menacer les populations à mot couvert de ne pas réagir. Les maliens (appauvris à cause des politiques d'accaparement des biens du pays, des privatisations, licenciements, chômage, le clientélisme, la corruption et la liquidation de l'école et la santé publique) la mort dans l'âme se sont vu attaqués directement dans leur dernier périmètre carré de dignité nationale après l'intervention télévisée d'ATT qui n'a convaincu personne sauf lui-même et sa femme.

Le lendemain de ce show télévisé manqué, des milliers de femmes, mères, sœurs et enfants de soldats du camp de Kati (d'où est parti le coup d'Etat du 22 mars 2012) victimes des politiques machiavéliques, ainsi que les accointances de leur propre Président avec les rebelles touaregs et les terroristes ; soutenus par les populations de Bamako marchent sur le palais présidentiel de Koulouba. ATT une fois de plus minimise la portée de l'événement et le qualifie du « mouvement d'humeur ».

Il organise encore un show télévisé à la hollywoodienne avec les femmes de soldats pour enfin s'expliquer oubliant que qui s'explique s'accuse dans de tel moment où les esprits se chauffent et bouillissent. Une fois de plus, l'effet contraire se produit, car ce show télévisé s'est transformé en un procès public d'ATT lui-même suivi en direct par des millions de maliens.

Les femmes des soldats sans appel accusent ATT de tous les maux :

ATT, on dit que vous êtes le vrai chef des rebelles ?

ATT, on dit que vous informez les rebelles sur les positions et mouvements de nos troupes ?

ATT, on dit que nos maris soldats ne mangent pas en leur faim ?

ATT, on dit que les munitions manquent au front, car vous refusez de les livrer aux soldats ?

ATT, on dit que vous refusez de donner l'ordre d'attaquer et de tirer ?

Entre autres accusations qu'ATT subissait en direct à la télévision nationale du Mali. Ainsi donc, il était clair et net pour tout observateur que le pouvoir était par terre et récupérable sans peine par le premier qui osera, et c'est ce que le CNRDRE (Comite national de redressement de la démocratie et de la restauration de l'Etat) a accompli le 22 mars 2012 chassant du pouvoir ce lui qui se croyait hors de portée et intouchable.

VI La rectification de la démocratie au Mali

Dans une interview que j'ai donné au journal le monde je disais ceci « le coup d'Etat du 22 mars 2012 était un rêve du peuple malien que les militaires ont transformé en réalité » on va y revenir...

Le 29 avril 2012, les maliens s'apprêtaient à élire le nouveau président de la république, mais quand ce félon ATT a ouvert la boîte de pandore (la rébellion touaregs) croyant le contenir, personne ne parlait plus, et ne se souciait plus d'élections. Ainsi de facto et illico, le Mali allait tomber dans le vide juridique, et constitutionnel, chose qu'allait servir les seuls intérêts politiques d'ATT. Malgré ce constat clair comme du lait frais, ATT continuait à affirmer avec malhonnêteté que les élections auront bel et bien lieu, mais sur le terrain, la réalité était autre, car comment un pays en état de guerre, et dont une partie du territoire est sous le contrôle des rebelles touaregs peut il organiser des élections libres et transparentes.

C'est pourquoi, des voix s'élevèrent pour le report des élections compte tenu de la crise au nord du Mali. En effet, ATT n'avait aucune chance ni d'obtenir un troisième mandat, ni de prolonger son mandat ; en ce sens, il n'avait que la carte du nord pour déstabiliser le Mali, en somme la carte du diable qu'il a joué contre le peuple malien avec cruauté. Il était en passe de réussir, mais le peuple malien (je veux dire la majorité silencieuse victime des politiques d'outre tombe de la rapace politico militaire aux affaires depuis la chute de la dictature en mars 1991), et l'aile patriotique et républicaine de l'armée ont su arrêter l'hémorragie en mettant fin par l'action salvatrice du 22 mars 2012 au régime du plus grand criminel de l'histoire de notre pays. C'est pour toutes ces raisons qu'ATT (Amadou Toumani Toure) doit répondre de ses actes devant la haute cour de justice de notre pays pour « haute trahison » comme l'a indiqué le Capitaine Amadou Haya Sanogo le Président du CNRDRE.

VII La révolution du 22 mars 2012

De notre point de vue modeste, il faut appeler les choses par leur nom. Le 22 mars 2012 est un acte salvateur, et qui va changer les choses au Mali...

Cette révolution se résume en deux points majeurs :

- 1- le redressement de la démocratie ;**
- 2- la restauration de l'Etat de droit.**

En effet, dans mon introduction, j'ai expliqué la somme même de notre démocratie que nul n'a le droit de le confisquer, et revendiquer la paternité. C'est le combat de notre peuple amorcé depuis la nuit des temps contre l'esclavage, la colonisation, et de la dictature. Aujourd'hui, il était clair pour tout le monde qu'ATT, et ses acolytes l'ont confisqué, et l'ont vidé de son essence laissant la carcasse au peuple malien. Avec ses mensonges, ses âneries, et

ses bêtises, il nous semblait en tant que peuple que ce monsieur insultait notre génie, se moquait de nos luttes. Adoubé par ses maîtres impérialistes (fondation Jimmy Carter, Fondation Georges Soros, les loges franc-maçonniques et démoniaques), personne n'osait le contredire dans son entreprise nuisible excepté quelques rares voix qui prêchaient dans le désert. On n'hésitait pas à répercuter les loges d'ATT jusqu'aux burlesques. ATT a réduit l'Etat malien au néant, et a confisqué la démocratie.

VIII Les facteurs exogènes de la crise malienne

La crise actuelle du Mali a des facteurs exogènes dont le grand rôle peut être attribué aux Etats-Unis, et la France.

Les Etats-Unis d'abord. Pour renforcer leur hégémonie mondiale, les Etats-Unis voulaient installer une base militaire au nord du Mali non seulement pour mener leur prétendue lutte contre le terrorisme, mais aussi renforcer leur présence militaire dans cette zone géostratégique de haut niveau selon les spécialistes. Mais grâce à la pression des mouvements sociaux et certains partis politiques, ATT n'a pas pu satisfaire cette demande étatsunienne. Mais il était clair qu'ATT a toujours travaillé activement pour la réussite d'une telle entreprise, et s'ajoute à cela la France voyait d'un mauvais œil que son périmètre carré soit investi militairement par les Etats-Unis. Pour punir le Mali, les américains n'ont jamais pardonné une telle faiblesse d'ATT. C'est pourquoi, et au delà des annonces d'effet, des condamnations, les Etats-Unis ont laissé faire AQMI, et n'ont jamais voulu aider le Mali activement et effectivement dans sa lutte contre les rebelles touaregs, et les terroristes islamistes.

La France : suite au refus malien de signer « les accords de réadmission » ; une fois de plus grâce à la vigilance citoyenne et politique des maliens et leur soutien internationaux, la France avait commencé de bouder le Mali depuis 2006.

VIII La question des otages français détenus par AQMI

Six français sont détenus par AQMI dans le désert malien. On peut lire entre les lignes et sans difficulté majeure les déclarations successives des dirigeants français que ceux-ci se soucient de la vie de leurs compatriotes que la vie de plus de quatorze millions de maliens, et la stabilité d'un pays pauvre. Ainsi, la France a toujours fermement empêché ATT de livrer réellement la guerre contre les rebelles touaregs, et les terroristes d'AQMI enfin de préserver la vie de ses otages, car AQMI dans le passé n'a pas hésité d'exécuter un otage français suite à l'opération manquée de l'armée française pour le sauver.

En résumé ; entre les désirs expansionnistes américaines, le périmètre carré français, la vie des otages français, la présence islamistes, les groupes armes rebelles, les propres ambitions politiques d'ATT pour rester au pouvoir, une armée malienne morcelée sur avis des experts militaires français, et américains, une population abandonnée à elle-même, que pouvait-il rester du Mali si ce n'est la crise que nous connaissons aujourd'hui, et le démembrement ?

X La CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)

Syndicat des Chefs d'Etats illégitimes qui agissent, et décident au nom des peuples de l'Afrique de l'ouest en sanctionnant (économiques, politiques, diplomatiques) le Mali suite au

Coup d'Etat du 22 mars 2012 n'a fait que de jeter de l'huile sur le feu, et de donner le coup de grâce à un peuple meurtri.

Cette position de la Cedeao nous montre sans appel qu'elle agisse sous les injonctions de la France, et des Etats-Unis...

Depuis quand cette organisation se soucie de la démocratie, et de l'Etat de droit ?

Depuis quand elle se soucie de l'intégrité territoriale du Mali ou un de ses membres ?

Où était-elle quand ATT voulait reformer la constitution enfin de se maintenir au pouvoir ?

Où était-elle quand les jeunes soldats ont été égorgés, et éventrés par les groupes terroristes ?

Comme si le calvaire que vit le peuple malien ne suffit pas, comme si l'humiliation que subit le Mali ne suffit pas, la Cedeao bénie par les puissances impérialistes condamne ainsi tout un peuple à la mort à petit feu. La Cedeao par ses sanctions a déclaré la guerre au peuple malien. En une semaine de sanction, les hôpitaux à Bamako ne sont plus alimentés en électricité ; conséquences : des centaines de morts par jour faute de soins, les PME ne fonctionnent plus, les prix des denrées de premières nécessités ont explosé, le carburant, les médicaments manquent, les banques n'ont plus de crédit, l'administration tourne au ralenti, le commerce bloqué, les mines sont serrées, les ventres creux, l'amertume se lit sur tous les visages, que vous dire de l'intérieur du pays, dans nos campagnes, nos villages, nos hameaux, nos cercles ou vivent la grande majorité silencieuse dépassée, sonnée et assommée; toutes les conditions sont réunies pour envoyer le Mali dans une guerre fratricide de cent ans.

Maliennes et maliens, l'heure est très grave, notre génie est défié, notre dignité bafouée, notre honneur souillé. L'heure est venue de parler d'une seule voix, de dépasser les égaux, les clivages, les fractions, les appartenances pour un sursaut national et pour un peuple, un but, une foi

Informations complémentaires importantes:

Compte tenu de la gravité de la situation, je n'avais ni le temps, ni la tête de publier cette réflexion, car j'écrivais par tâtonnement, et en fonction de ma disponibilité. Des centaines de emails m'ont été adressés (inondant ma boîte email) de partout dans le monde me demandant notre point de vue sur cette crise que connais notre pays. Je n'ai pas voulu réagir à chaud pour éviter d'exprimer hâtivement un point de vue dont la somme serait faite sous l'émotion, le sentiment blessé d'un patriote, ou encore moins sous la pression. Egalement il y avait des pièces manquantes de cette crise qui n'est qu'à son début. Ainsi toute analyse précipitée pouvait produire l'effet contraire, c'est pour toutes ces raisons que je suis resté égal à moi-même et surtout dans ce moment cruel de l'histoire de notre pays. Ainsi, on peut au jour d'aujourd'hui se prononcer avec objectivité sur cette crise malienne d'où la présente modeste réflexion que les uns et les autres sont en droit de le critiquer ou de le soutenir.

En effet, suite à l'accord cadre entre le CNRDRE, et la Cedeao signé le 06 avril 2012, cette dernière a levé ses sanctions criminelles contre le peuple malien, mais le mal est déjà fait. La révolution du 22 mars 2012 a révélé au grand jour les crimes politiques, et économiques de la rapace politico militaire du Mali qu'a dirigé le pays depuis vingt ans bientôt. Il est clair que le 22 mars 2012 sonnera le début d'une nouvelle ère pour le Mali, et que le peuple ne sera plus spectateur de son propre destin.

Il se battra pour porter au pouvoir ses représentants légitimes et authentiques. Les années à venir verront l'émergence d'une nouvelle classe politique de femmes et d'hommes soucieux des intérêts de notre peuple. Le Mal que le Mali d'avant 22 mars 2012 a connu s'appelle sans doute l'indifférence qui nous a conduit dans cette situation d'aujourd'hui.

Avec l'occupation du nord par le MNLA, les terroristes, les populations maliennes du nord feront ils confiance aux politicards du sud qui n'ont jamais étudié objectivement la question touaregs. Cette situation du nord laissera sans doute des séquelles inouïes, les populations maliennes du nord constateront qu'elles ne peuvent compter que sur eux même, car l'échec des politiciens qui ont vendu le pays est patent. En ce sens, il faut le sens suprême de la responsabilité, et un pouvoir fort pour que tous les maliens soient traités au même pied d'égalité. Selon les témoignages de certains de nos amis de Gao occupé par le MNLA, les administrations ont été pillées, les commerces, les banques éventrées, les femmes violés par les rebelles touaregs. Comment peut-on prétendre à libérer un pays si de telles atrocités ont été commises ?

Sur le plan international

De même cette crise vient de montrer que le Mali n'a pas d'amis, et que ni les Etats-Unis, la France encore moins la Russie, et la Chine ne lèveront effectivement le petit doigt pour sauver le Mali. Le Mali vient également de comprendre que le prétendu rôle (pays exemple en matière de démocratie) n'était que de lueur. Il se réveille brusquement dans la réalité amère et cruelle pour affronter seul son destin.

Sur le plan sous régional

La Cedeao sous les injonctions de la France, et des Etats-Unis, veut envoyer des troupes au sol pour recouvrir l'intégrité territoriale du Mali. Mais l'histoire nous enseigne que « les forces étrangères » se transformeront tôt ou tard en une force d'occupation. En effet, il serait naïf de croire que ces forces de la Cedeao viendront mourir pour nous. De même le Président ivoirien Alassane Ouattara veut recaser ses anciennes milices en chômage au Mali. Le Mali, doit rester vigilant sur ce point, et doit dire non aux forces de la Cedeao. Si un rôle quelconque doit être joué par la Cedeao dans la crise malienne, cela ne peut être fait que sous un angle politique enfin d'aider le Mali à sortir de la crise. Ainsi me semble t-il, il appartient au Mali de reconquérir le nord politiquement ou militairement.

Ainsi et au delà de tout ce que nous venons de mentionner, la solution aux problèmes maliens doit venir de l'intérieur, et non de l'extérieur... il faut à tout prix malgré l'urgence de la situation, et les difficultés dans lesquelles le Mali se trouve aujourd'hui, il faut des solutions maliennes aux problèmes maliens sans quoi l'effet contraire se produira.

Toute solution extérieure n'aura d'effet que dans le court terme, mais le mal subsistera pour des longues années, et ressurgira tôt ou tard. Il appartient à l'ensemble des maliens de discuter, d'échanger sans tabou pour que plus jamais de telle situation ne se produise plus dans notre pays, et dans l'Afrique tout entière.

Tahirou Bah